

## RAPPORT N° 39

Contrat de Plan Etat Région 2015/2020

Intervention de Pierre-Paul LEONELLI

Monsieur le Président,

Mes Chers Collègues,

Alors que le Contrat de Plan Etat-Région aurait dû être réalisé en 2013,

Alors que cela fait deux ans que l'exécutif socialiste est censé préparer un nouveau contrat,

Alors que ce même contrat de plan doit être signé entre la Région socialiste et l'Etat socialiste dans un mois à peine ...

... Je me pose la question suivante : pourquoi subitement autant d'empressement ?

En effet, vous créez en catimini :

- au détour d'un rapport technique présenté en fin de séance,

- une commission « ad hoc » qui ne serait -par ailleurs- convoquée qu'une seule fois et seulement deux jours avant la signature officielle du Contrat de Plan 2015/2020.

J'ai le sentiment que votre proposition est une fausse proposition. Souvenez-vous, Monsieur le Président, vous qui avez signé le Contrat de projet avec Christian ESTROSI. Vous qui avez en 2007 dialogué et trouvé -alors que vous étiez dans

l'opposition- de la part du Ministre qui lui gouvernait, une écoute et des actes qui ont répondu à l'équilibre des Territoires.

Le Contrat de Plan Etat-Région, Monsieur le Président n'est ni de gauche ni de droite.

Le Contrat de Plan Etat-Région, Monsieur le Président, est un dispositif qui doit répondre et satisfaire -dans la mesure du possible- l'ensemble des territoires et des élus qui les représentent.

Il ne s'agit pas pour vous de vous inscrire dans cette gauche sectaire en imposant un projet qui abandonne de trop nombreux territoires de notre Région quand il n'en punit pas d'autres.

A cette méthode partisane.

L'Etat socialiste et la Région tout autant socialiste amputent :

- A périmètre constant,
- Près de 600 millions d'Euros les investissements prévus de nos territoires pour les six années à venir.

L'apparente stabilité financière de l'enveloppe proposée n'est obtenue que par un artifice budgétaire vieux comme le monde, c'est-à-dire le recyclage de crédits déjà existants et programmés antérieurement hors contrat de plan. Cette somme représente pour l'Etat 225 millions d'Euros.

Sans doute une brillante idée que seul un banquier d'affaires tel que Monsieur MACRON peut avoir.

Au final, il manquera -d'un contrat de plan à l'autre- 25 % de financement de l'Etat et de la Région. Si vous ajoutez à cela

l'amputation de plus de 30 % de crédits annuels de l'Etat déjà infligée à notre institution, ce nouvel abandon est catastrophique.

Aujourd'hui, vous avez l'occasion, Monsieur le Président, d'autant qu'il s'agit de votre dernier mandat, d'accepter que cette proposition de création de commission « ad hoc » -bien que tardive- soit non pas un acte politicien mais une main tendue.

Proclamer que ce contrat a été démocratiquement discuté au sein de notre institution alors qu'en réalité depuis des mois vous préparez des coupes sombres budgétaires à l'encontre de nos territoires.

Deux exemples que je connais bien : la Métropole Nice Côte d'Azur a proposé 32 projets nécessitant 135 Millions d'Euros tant de l'Etat que de la Région. Vous n'avez retenu que 6 projets pour une participation de 36 Millions d'Euros.

Les trois quarts des demandes ont ainsi été rejetés sans discussion et sans ménagement.

Le département des Alpes-Maritimes comme toutes autres grandes collectivités a besoin de la participation de l'Etat et de la Région pour l'entretien et l'amélioration de son réseau routier. Là pas de demi mesure, la participation de l'Etat et de la Région sera inexistante.

Vous nous parlez de démocratie alors que vous pratiquez une politique de l'Oukase.

Cet artifice de la commission « ad hoc » ne trompe personne dans notre hémicycle tout comme dans notre Région.

Nos concitoyens ont compris qu'à quelques mois à peine d'une échéance capitale pour l'avenir de notre Région, vous utilisez bien tardivement le Contrat de Plan comme seul argument pour justifier une politique que les Français rejettent massivement élections après élections.

Non content de les priver d'un argent public (600 Millions d'Euros) auquel ils sont légitimement en droit de profiter, vous favorisez des territoires et en sacrifiez d'autres.

Notre Groupe dénonce sans ambiguïté cette méthode partisane.

Mais notre Groupe « Notre Région veut changer » a la volonté de vous faire une proposition. On l'a bien vu, le contrat de Plan Etat-Région a pris deux ans de retard. Qui vous empêche -et c'est la proposition que je vous fais au nom de notre Groupe- de repousser à Septembre sa signature et nous permettre effectivement de mettre en place cette commission « ad hoc » qui pourrait se tenir au moins trois fois pour redéfinir les besoins des Elus représentant les territoires de PACA ?

Monsieur le Président, la balle est dans votre camp.

Aujourd'hui, nous vous tendons la main pour permettre, non pas de laisser champ à une mascarade, mais de démontrer à nos populations qu'en responsables nous sommes prêts à réaliser des politiques qui correspondent à l'attente de nos Elus.

Bien entendu, si cette main tendue vous ne la saisissez pas, nous serons obligés de repousser votre proposition de siéger dans cette pseudo commission qui se tiendra qu'une fois, à 48 heures de la signature du contrat de plan Etat-Région.